Denis Mukwege a été agressé le 25 octobre à son domicile de Bukavu, dans le Sud-Kivu, en RDC. Lorsqu'il est rentré chez lui, il s'est retrouvé face à des hommes armés qui pointaient leurs armes sur ses enfants.

Ces hommes ont ouvert le feu dans sa direction. Il a échappé de justesse aux balles en plongeant à terre.

L'un des gardes chargés de sa sécurité, qui a tenté de s'interposer, est mort lors de cette attaque.

« Cette terrible agression s'inscrit dans une vague d'attaques menées récemment par des hommes armés non identifiés qui prennent pour cibles des travailleurs humanitaires et des défenseurs des droits humains dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu , a déploré Sarah Jackson, directrice adjointe du programme Afrique d'Amnesty International.

« Les autorités congolaises doivent immédiatement ouvrir une enquête et veiller à ce que les responsables rendent des comptes.

« Les homicides, les enlèvements et les agressions visant le personnel des organisations humanitaires les empêchent de fournir à la population les services de base, alors même que les civils sont frappés de plein fouet par le conflit qui s'intensifie dans l'est de la RDC.

« En collaboration avec la MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo), les autorités congolaises doivent accroître le niveau de protection des civils et des employés d'organisations humanitaires dans ces régions. »

Fondateur et directeur médical de l'hôpital Panzi à Bukavu, Denis Mukwege a été récompensé

par de nombreuses distinctions, dont le prix des droits de l'homme des Nations unies, pour son travail en faveur des victimes de violences sexuelles dans le Sud-Kivu.

Il défend depuis longtemps les droits des femmes en RDC et a récemment pris la parole sur ce sujet devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York, aux États-Unis.

Bien qu'on ignore si cette tentative d'assassinat est directement liée à ses activités, on sait qu'il a été menacé à plusieurs reprises par des groupes armés pour avoir dénoncé les viols et les autres formes de violences sexuelles dont ils se rendent responsables.

Chaque semaine ou presque, des employés d'organisations humanitaires sont agressés ou menacés dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Au cours des deux dernières semaines, des organisations non gouvernementales (ONG) ont dénoncé deux cas d'enlèvement et de menaces de mort imputables à des hommes armés non identifiés, ciblant leur personnel dans le territoire de Kalehe, au Sud-Kivu.

Source: http://fr.allafrica.com/stories/201210291386.html